



**Conseil d'administration  
du Programme  
des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des  
Nations Unies pour la  
population**

Distr.  
GÉNÉRALE

DP/1997/16/Add.1 (Part II)  
3 mars 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Session annuelle de 1997  
12-23 mai 1997, New York  
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR POUR 1996  
ET QUESTIONS CONNEXES

Additif

PRINCIPALES RÉALISATIONS DU PROGRAMME

BUREAU RÉGIONAL POUR LES ÉTATS ARABES

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 10	2
II. OPÉRATIONNALISATION DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE ET RENFORCEMENT DES BUREAUX EXTÉRIEURS ET DU SIÈGE .	11 - 21	4
III. NOUVELLES MODALITÉS DE PROGRAMMATION ET EXÉCUTION DES PROGRAMMES . . . . .	22 - 24	6
IV. ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION, CONSTITUTION DE GROUPES D'APPUI ET MOBILISATION DE RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE . . . . .	25 - 35	7
V. RENFORCEMENT DES PARTENARIATS FORMÉS PAR LE PNUD DANS LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES . . . . .	36 - 38	9
VI. RÉSULTATS OBTENUS PAR LE PNUD DANS LES PAYS EN CRISE OU DANS UNE SITUATION PARTICULIÈRE . . . . .	39 - 45	9
VII. ÉTABLISSEMENT D'UNE ORGANISATION ÉDUCATIVE PLUS COMPACTE ET PLUS RESPONSABLE . . . . .	46 - 50	11

## I. INTRODUCTION

1. Le Bureau régional pour les États arabes (BREA) gère les projets et les bureaux extérieurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans 18 États arabes situés au Moyen-Orient et en Afrique, ayant au total environ 230 millions d'habitants. Depuis le début de la décennie, le produit intérieur brut (PIB) des pays de la région n'augmente plus et les revenus d'une grande partie de la population ont diminué. Dans la majorité des cas, ces phénomènes s'expliquent par un accroissement démographique élevé et une dépendance à l'égard de la production pétrolière, qui représente 75 % des exportations de la région, et de l'emploi dans le secteur public. D'autres facteurs peuvent être incriminés : une épargne et des investissements trop faibles, les conséquences des guerres et des guerres civiles et les problèmes demeurés en suspens dans les zones de conflit. Le chômage atteint des taux élevés presque partout dans la région; il frappe en particulier les jeunes et les citadins. Environ 2 millions de réfugiés et de personnes déplacées vivent dans l'insécurité, coupés de leur foyer, de leur terre et de leur mode de vie.

2. Avec le recul, les 30 dernières années ont été une période d'améliorations spectaculaires de la qualité de la vie dans la région. L'espérance de vie, le taux d'alphabétisation, les effectifs scolaires, l'accès aux soins de santé, les réserves d'eau potable et les capacités d'assainissement ont doublé, voire triplé; dans les pays du Golfe, tous ces indicateurs sont nettement supérieurs à la moyenne enregistrée dans la région.

3. Malgré ces progrès, les États arabes ont encore un certain nombre de problèmes à résoudre. Le taux d'alphabétisation des adultes de la région ne dépasse pas 54 %, les disparités entre les sexes sont très prononcées et 30 % de la population vit encore dans la pauvreté. Les ressources qui font le plus défaut sont l'eau et les terres arables. Les moyens alloués au développement n'augmentent plus ou sont en net recul. Les tentatives de développement émanant de certains pays sont d'autant plus compromises que ces pays sont coupés de la communauté internationale.

4. Le BREA s'attaque à ces problèmes, non par le biais d'initiatives isolées, mais dans le cadre d'un programme qui aborde les principaux problèmes de la région. Tout en tenant compte de la diversité culturelle et des sensibilités régionales, l'ensemble des programmes de pays du BREA porte essentiellement sur les domaines fondamentaux énumérés ci-après, et se rattache à la lutte contre la pauvreté ainsi qu'à la dégradation des systèmes de protection sociale : a) mise à profit des succès notoires remportés dans le domaine de la conduite des affaires publiques, afin d'atténuer les disparités entre les sexes et de promouvoir le développement participatif; b) engagement de la société civile aménagement de conditions propices à son action et promotion de son intégration; c) aide au passage de la région à l'économie de marché, abordant les problèmes de liberté d'accès et de concurrence; d) prééminence de la valorisation du capital humain; e) mise à jour des banques de données, sans lesquelles les enquêtes initiales et les projets de développement ne peuvent être efficacement élaborés et mis en oeuvre; f) établissement de rapports nationaux sur le développement humain, destinés à occuper une position centrale dans tous les débats et plans nationaux.

5. Plusieurs transformations qui s'opèrent dans les États arabes doivent être poursuivies et renforcées pour permettre à ces États d'atteindre un niveau supérieur en matière de développement humain durable (DHD), d'ici cinq à 10 ans. Cela nécessite la mise en oeuvre de stratégies de croissance économique probantes, fondées sur l'ajustement structurel et la création d'emplois, ainsi que la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée pour la "cyber-économie" future.

6. Le développement humain durable est un objectif qu'ont à coeur tous les pays de la région; il a déjà donné lieu à diverses initiatives de lutte contre la pauvreté. La Somalie et le Soudan sont deux pays qui se distinguent par le fait qu'ils ont mis la stratégie à exécution, en plaçant l'accent sur l'élimination de la pauvreté dans leurs projets de développement régional, imités par d'autres pays de la région.

7. En République arabe syrienne, les travaux du PNUD en matière de développement humain durable et de lutte contre la pauvreté ont trouvé un nouvel élan grâce à la réunion d'experts régionale consacrée à la lutte contre la pauvreté et aux moyens d'existence durables dans le monde arabe. En août 1996, un atelier sur le développement humain durable a rassemblé un grand nombre de responsables gouvernementaux et d'associations. Des propositions ont été formulées et seront intégrées aux programmes du PNUD sur l'opérationnalisation du développement humain durable. À la suite de cette réunion, le PNUD s'est entretenu à plusieurs reprises avec le gouvernement sur la nécessité d'élaborer une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

8. La réunion d'experts mentionnée ci-dessus a créé un précédent à l'échelon du BREA, en affirmant la responsabilité nationale relative à la détermination des priorités du programme et le dialogue entre le gouvernement et la société civile. La réunion de Damas a rassemblé 63 participants, représentant 14 gouvernements arabes, des organisations non gouvernementales (ONG), des établissements universitaires nationaux et des organisations internationales comprenant la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Fonds monétaire arabe (FMA), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), la Banque mondiale, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Département des services d'appui et de gestion pour le développement (DDSMS) et le PNUD. Cette réunion visait à promouvoir un dialogue, à l'échelon de la région, sur les moyens de lutter contre la pauvreté et de définir une stratégie globale d'élimination de la pauvreté dans le monde arabe. Les participants aux divers groupes de travail ont recherché les causes de la pauvreté et ont défini des objectifs prioritaires pour les activités à venir, ainsi que les méthodes les mieux adaptées à la région. La réunion a démontré qu'il est tout à fait possible d'aborder ouvertement entre représentants du secteur public et de la société civile l'épineuse question de la pauvreté. Il a aussi prouvé qu'un consensus n'était pas irréalisable.

9. Pour l'heure, le BREA s'attache à faire la synthèse des propositions des experts, en vue d'élaborer une stratégie globale d'élimination de la pauvreté dans les États arabes, qui devrait être parachevée dans le courant de 1997. Cette stratégie analysera la conjoncture socio-économique dans la région, évaluera les instruments socio-économiques de la lutte contre la pauvreté et

désignera des points d'intervention prioritaires à l'attention des dirigeants et des spécialistes du développement. Parallèlement, afin de donner corps aux analyses et aux concepts, le BREA élabore un programme régional de 5 millions de dollars pour l'élimination de la pauvreté et des moyens d'existence durables; il est destiné à soutenir les activités nationales et régionales au sein des États arabes et devrait être lancé au début de 1997.

10. De l'avis du BREA, la stratégie d'élimination de la pauvreté contribue grandement à une réflexion proprement arabe sur la question de la pauvreté et sert d'orientation générale aux applications concrètes. Le BREA entend encourager les représentants résidents du PNUD à organiser des ateliers de pays, afin d'envisager la mise en oeuvre de la stratégie dans chaque pays et de constituer un portefeuille de projets prioritaires financés par des donateurs nationaux et extérieurs. Le PNUD négocie avec les partenaires de la région en vue de créer un fonds arabe pour l'élimination de la pauvreté, et la stratégie doit servir de cadre concret à ses opérations.

## II. OPÉRATIONNALISATION DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE ET RENFORCEMENT DES BUREAUX EXTÉRIEURS ET DU SIÈGE

### A. Élimination de la pauvreté, création d'emplois et moyens d'existence durables

11. Pour établir les buts stratégiques intégrés aux programmes nationaux et régionaux de 1996-1997, le BREA s'est appuyé sur une série de réunions d'interaction des personnels du siège et des bureaux extérieurs : réunion des représentants résidents à Djibouti en mars, réunion de groupe des représentants résidents dans les pays méditerranéens arabes à Tunis en mai et réunion des représentants résidents adjoints à New York en juin 1996.

12. 1996 aura été l'année d'un changement de cap opéré par tous les bureaux extérieurs du PNUD dans les pays arabes au profit de l'élimination de la pauvreté. Au Yémen, une centaine de petits projets couvrant de multiples besoins en matière de développement ont été progressivement abandonnés et remplacés par des programmes de développement humain durables. Le PNUD a engagé un dialogue avec le gouvernement, la société civile, les donateurs et les organismes des Nations Unies dans les domaines de la gestion rationnelle des ressources en eau et de l'environnement, de l'élimination de la pauvreté et de la création d'emplois, de la décentralisation et de la gestion des affaires publiques ainsi que du relèvement et de la reconstruction.

13. Toujours en proie à la guerre civile et dépourvue depuis 1991 de gouvernement reconnu sur tout son territoire, la Somalie cherche à se relever et à éliminer la pauvreté, grâce au programme de relèvement rural. Par ailleurs, la reconstruction des ports et des aéroports des régions relativement calmes du nord-est et du nord-ouest, a permis au PNUD de donner un nouvel élan à l'économie locale dans chaque région et de stimuler la création d'emplois.

14. Au Liban, le PNUD privilégie le développement humain durable dans la quasi-totalité des activités de programmation. Le soutien du PNUD au programme de développement rural concerté de la région de Baalbeck-Hermel a grandement aidé le gouvernement dans sa mise au point d'une stratégie régionale.

15. En Jordanie, les ressources restreintes au titre du chiffre indicatif de planification (CIP) ont été entièrement engagées au début du cycle, laissant au PNUD fort peu d'interventions à programmer au cours de son nouveau mandat. En 1996, cependant, grâce aux ressources spéciales du programme (RSP) et à des fonds régionaux, un certain nombre d'actions préparatoires ont été lancées; elles doivent servir de fondement aux programmes du prochain cycle consacré à la lutte contre la pauvreté. L'accent sera plus particulièrement mis sur l'emploi, la protection de l'environnement, la gestion des ressources durables et les stratégies destinées à accroître la compétitivité internationale de la Jordanie.

#### B. Promotion de la femme

16. En mai 1996, avec le concours du Bureau chargé d'établir le rapport mondial sur le développement humain du PNUD, le Gouvernement tunisien et le Centre de recherche et de formation pour les femmes arabes, le BREA a tenu un colloque régional intitulé "Parité des sexes et Développement humain" dans les pays arabes. Ce colloque a réuni plus de 100 représentants de gouvernements arabes, d'ONG, d'organisations régionales et d'organismes des Nations Unies. Trois thèmes principaux ont été abordés : les femmes et l'économie, les femmes et la prise de décisions, et la mesure du degré de parité des sexes. Le colloque s'est achevé par l'adoption de la Déclaration de Tunis sur la parité des sexes et le développement humain qui propose un ensemble d'options stratégiques destinées à étendre la participation économique et politique des femmes dans les pays arabes.

17. À l'échelon national, les bureaux extérieurs, aidés dans leurs tâches par les équipes spéciales interorganisations des Nations Unies, ont continué à soutenir les comités nationaux chargés du suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing. Ainsi, en Égypte, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF ont conjointement contribué à l'élaboration d'un cadre conceptuel qui définit les rubriques stratégiques des interventions destinées à faire appliquer les propositions issues des grandes conférences. Cette étude a permis au PNUD de mettre au point un plan d'action qui servira de fondement à l'élaboration d'un vaste programme de participation des Égyptiennes aux décisions d'importance nationale. D'autres bureaux du PNUD, notamment au Liban et dans la République arabe syrienne, ont continué à travailler avec le Fonds des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) afin de soutenir des projets destinés à faciliter l'accès des femmes au monde économique.

#### C. Protection et régénération de l'environnement

18. Le Programme d'assistance technique pour la protection de l'environnement dans la Méditerranée (METAP) aide les pays du bassin méditerranéen en matière de prévention de la pollution et de gestion intégrée des ressources en eau. Au terme de travaux préparatoires intenses menés avec les pays méditerranéens en 1995, un programme de renforcement des capacités régionales a été approuvé et l'ensemble du METAP a été lancé au Caire en octobre 1996. Toutes les activités de ce programme seront soutenues par le Bureau régional, situé au Caire, qui regroupe du personnel affecté aux projets sur le terrain du PNUD, de la Banque mondiale et de la Banque européenne d'investissement (BEI). Le Programme de renforcement des capacités régionales du METAP a bénéficié en 1996 d'une

participation financière de la Banque mondiale s'élevant à 1,45 million de dollars; des montants annuels identiques seront vraisemblablement versés pour les quatre années à venir. Un effort de financement massif des donateurs a permis de faire reconnaître le METAP comme un important organe de financement dans la région. À l'heure actuelle, des donateurs bilatéraux envisagent la possibilité de financer directement certains sous-projets du portefeuille. Ces donateurs prennent des dispositions concernant le détachement de personnel auprès du Bureau régional du METAP, ainsi que des projets de travaux de consultation.

#### D. Conduite des affaires publiques

19. L'Égypte, le Koweït, le Liban et le Maroc s'attachent actuellement à la mise en oeuvre des principaux programmes du BREA relatifs à la gestion publique. Parmi les activités du PNUD qui touchent à ce domaine et profitent aux pays arabes, 25 % sont des projets d'aide à la gestion et à la coordination et 21 % sont axés sur la planification et le soutien à l'élaboration de stratégies; le reste se répartit entre soutien à la réforme du secteur public, renforcement de la société civile et gestion financière.

20. Une étude portant sur la gestion et la réforme du secteur public dans les pays arabes a été menée en 1996 par le Bureau de l'évaluation et de la planification stratégique. Elle visait à évaluer le degré de pertinence, d'efficacité et de qualité des travaux du PNUD sur la réforme du secteur public et sa gestion dans les pays arabes; la gestion et la réforme du secteur public étant posées comme préalables à une bonne conduite des affaires publiques.

21. Les conclusions générales tirées de l'étude des activités du BREA en Arabie saoudite, en Égypte, dans les Émirats arabes unis, au Liban, au Maroc, en Tunisie et au Yémen attestent que les projets portant sur la conduite des affaires publiques ont eu ou devraient avoir des retombées bénéfiques, plus ou moins importantes selon les pays. Dans les pays où la demande est clairement formulée par le gouvernement ou tributaire des efforts du PNUD, la concertation sur l'action à mener a été profitable et les résultats s'avèrent d'autant plus constructifs. Le Koweït, la Tunisie et, dans une certaine mesure, l'Arabie saoudite en sont trois exemples. Cette étude permet également de conclure que, quelle que soit la qualité de la coopération du PNUD, le résultat dépend de la détermination du pays à mettre en oeuvre la réforme du secteur public, telle qu'elle se présente dans les grandes orientations fixées par le gouvernement. Mais la formulation d'un plan ne garantit pas la durabilité des résultats du projet, compte tenu de l'existence de conditions socio-économiques générales et de contraintes financières.

### III. NOUVELLES MODALITÉS DE PROGRAMMATION ET EXÉCUTION DES PROGRAMMES

22. Le BREA a déjà agréé quatre propositions de projets relatives à l'Initiative à l'appui des stratégies d'élimination de la pauvreté lancée par l'Administrateur du PNUD dans le cadre du suivi du Sommet mondial sur le développement social qui s'est tenu à Copenhague. Outre les initiatives destinées à Djibouti, au Maroc, au Soudan et au Yémen, des propositions concernant la Jordanie, le Liban, la Palestine et les Émirats arabes Unis sont

/...

en préparation. Le Bureau s'attend à recevoir une dizaine de propositions supplémentaires dans les trois mois à venir.

23. En Somalie, le système des Nations Unies a lancé un appel bénéficiant d'une programmation et d'une exécution conjointe du PNUD et de l'ONU dans les quatre domaines prioritaires suivants : conduite des affaires publiques, relèvement, réintégration socio-économique, secours et aide humanitaire.

24. Au Maroc, les efforts de coordination et la concertation engagée avec le Groupe consultatif mixte des politiques (GCMP) ainsi que le Gouvernement, les donateurs et la société civile ont abouti à l'élaboration d'une note consultative et d'un programme cadre de coopération nationale. La participation active d'organismes des Nations Unies à cette concertation a également débouché sur la rédaction de notes de stratégie de pays et la décision d'harmoniser les divers cycles de programmation. L'élaboration de la note de stratégie de pays a ravivé la coordination entre les divers organismes des Nations Unies et conduit à la formulation d'une perspective commune des organismes membres du Groupe consultatif mixte des politiques.

#### IV. ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION, CONSTITUTION DE GROUPES D'APPUI ET MOBILISATION DE RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

25. Plusieurs pays arabes ont publié un ou plusieurs rapports nationaux sur le développement humain, et tous les bureaux extérieurs sont censés en produire un d'ici à la fin de 1997. L'établissement de ces rapports a donné aux bureaux du PNUD l'occasion de prôner un développement humain durable et de constituer des groupes d'appui. Les efforts déployés par le Programme en Égypte, en Iraq, en Jordanie et au Liban sont tangibles.

26. Le rapport sur l'atténuation de la pauvreté que l'Égypte a élaboré en 1996 permettra de mieux cibler les programmes mis en place grâce au Fonds social de développement de l'Égypte, qui continuera de recevoir l'appui du PNUD dans un programme de la deuxième phase financé par des donateurs à hauteur de 25 millions de dollars.

27. Au Liban, le bureau du PNUD a engagé le dialogue avec le Gouvernement et la société civile sur des questions fondamentales relatives au développement humain durable. Au cours des consultations, qui ont porté sur l'établissement du premier plan national de développement humain au Liban, plusieurs ateliers nationaux ont été organisés pour examiner divers aspects du développement humain durable au Liban, notamment la nécessité d'intégrer les groupes marginalisés. Dans le même temps, le bureau du PNUD a obtenu du Gouvernement qu'il approuve la création d'une commission nationale pour le développement social à laquelle le PNUD apportera son concours afin de mettre au point une stratégie nationale d'atténuation de la pauvreté. Dans ce domaine, le PNUD jouera un rôle déterminant en aidant le Gouvernement à axer davantage son programme sur la dimension sociale du développement.

28. En 1996, les préparatifs du premier rapport national de la Jordanie sur le développement humain ont commencé et plusieurs études ont été mises en route. Le rapport, qui aura pour thème principal la jeunesse, traitera notamment du

problème du chômage en Jordanie. Le bureau a également pris des mesures pour établir un programme global d'élimination de la pauvreté mettant l'accent sur le suivi et l'évaluation de la situation, l'élaboration de politiques, la sensibilisation du public et des interventions expérimentales au niveau local.

29. Le Yémen a commencé à préparer un rapport national sur le développement humain, a passé en revue toutes les ONG nationales et en a dressé la liste, dans un premier temps, en vue de faire participer la société civile à l'exécution des programmes, et a mis au point une collaboration avec ces ONG.

30. Le PNUD, seul ou en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, a mené plusieurs activités en Égypte pour donner suite aux conférences des Nations Unies. Un document pragmatique portant sur la promotion de la femme et intitulé Where to Go from Beijing a été élaboré à la demande du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF. Il fera partie des documents de référence qui serviront à établir la note consultative, le cadre de coopération de pays (CCP) et la note de stratégie nationale. Des documents similaires sur la création d'emplois et les modes de subsistance viables, ainsi que sur l'environnement, sont actuellement élaborés dans le cadre du suivi du Sommet mondial pour le développement social et de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), respectivement. Le FNUAP s'est également penché sur les questions de population soulevées à la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire.

31. Le suivi des conférences des Nations Unies bénéficie d'un rang de priorité élevé dans les pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie), où des décisions politiques sont prises pour atténuer la pauvreté, créer des emplois, garantir une gestion rationnelle de l'environnement, faire en sorte que les questions de population soient prises en compte dans la politique de développement national et promouvoir la sécurité alimentaire. Des colloques sur la démarginalisation et l'habilitation des femmes, organisés sur les plans régional et sous-régional, ont permis de jeter les fondements nécessaires à la bonne conduite des affaires publiques, ainsi qu'au développement et aux modes de subsistance viables.

32. Au Liban, les organismes des Nations Unies ont créé trois groupes de travail interinstitutions chargés de mener une action concertée dans les domaines suivants, évoqués lors de récentes conférences des Nations Unies : services sociaux de base, emploi et environnement, et développement durable.

33. Dans certains pays, la coopération avec les ONG a été facilitée par l'existence de ressources provenant du Programme des partenaires du développement, du Fonds d'initiative locale pour l'environnement urbain (LIFE) et du Programme mondial de gestion des services urbains. L'Égypte, la Jordanie et le Liban, qui reçoivent des fonds au titre de ces programmes, ont créé des réseaux d'ONG très solides. La publicité donnée aux activités du PNUD dans les médias locaux l'aide à faire passer son message, qui est de placer l'être humain au coeur du processus de développement. En 1996, la Jordanie et le Liban, par exemple, ont fait de gros efforts pour améliorer leurs relations avec les représentants des médias. Ils ont confié cette tâche à des fonctionnaires qui ont obtenu de bons résultats. Au Liban, le PNUD a organisé une semaine d'activités afin de célébrer la Journée des Nations Unies et le lancement de la Décennie internationale pour l'élimination de la pauvreté.

34. Toujours au Liban, le PNUD a réussi à mobiliser des ressources pour financer ses programmes, notamment le Programme de développement rural intégré de Baalbeck-Hermel, qui recevra 4 millions de dollars au titre de la participation aux coûts, et le Programme de relèvement socio-économique du Sud-Liban après le conflit. Il a également joué un rôle décisif en aidant le Gouvernement à élaborer une stratégie de mobilisation des ressources et à organiser une conférence de donateurs à Paris au mois de juin. En outre, le descriptif d'un programme national intégré concernant Baalbeck a été présenté lors de la réunion de donateurs que les "Amis du Liban" ont organisée en décembre afin de recueillir les fonds nécessaires au financement du programme de reconstruction du Liban.

35. En coordonnant leurs activités au Yémen, le PNUD, le Gouvernement néerlandais et la Banque mondiale, qui figurent parmi les principaux donateurs, ont créé un groupe pluridonateurs et versé 13 millions de dollars au titre d'un programme de gestion des ressources en eau. Le PNUD entretient également des relations de travail étroites avec les Pays-Bas et la Banque mondiale dans les domaines suivants : atténuation des dommages causés par les inondations et reconstruction, et renforcement des capacités pour la gestion des opérations en cas de catastrophe.

#### V. RENFORCEMENT DES PARTENARIATS FORMÉS PAR LE PNUD DANS LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

36. Dans la quasi-totalité des pays relevant du Bureau régional pour les États arabes (BREA), le coordonnateur résident a convoqué des groupes de travail et des équipes spéciales de l'ONU chargés d'examiner des questions très diverses telles que la sécurité dans les pays se trouvant dans des situations particulières, la conduite des affaires publiques et la décentralisation, la pauvreté, les questions concernant les femmes, le relèvement et la reconstruction des pays concernés, et l'environnement. Ces équipes spéciales PNUD/ONU ont permis aux organismes des Nations Unies d'assurer le suivi des recommandations faites par les conférences mondiales.

37. En 1996, pendant l'élaboration du troisième rapport national de l'Égypte sur le développement humain, les partenaires du Groupe consultatif mixte des politiques sont convenus d'étoffer le rapport de 1996 en y faisant figurer les indicateurs nécessaires à une évaluation annuelle commune des résultats obtenus par les pays, qui serait effectuée à compter de 1997.

38. La coordination des activités est un objectif hautement prioritaire dans les pays qui se trouvent dans des situations particulières, où les questions humanitaires, ainsi que les questions de sécurité, de développement et de relèvement, ont justifié le renforcement du rôle et des attributions du coordonnateur résident. Un système solide a été mis en place par le coordonnateur résident en Somalie, au Soudan et au Yémen.

#### VI. RÉSULTATS OBTENUS PAR LE PNUD DANS LES PAYS EN CRISE OU DANS UNE SITUATION PARTICULIÈRE

39. Dans les pays en crise, toute programmation suppose une collaboration avec les collectivités locales afin d'aider les pays en question à renforcer leur

capacité de passer rapidement d'une situation où ils dépendent des secours d'urgence à une autre où ils peuvent assurer leur propre développement.

40. Cinq pays de la région arabe qui se trouvaient dans des situations particulières ont reçu des fonds prélevés sur les ressources ordinaires du CIP, mais aussi des ressources de base versées en fonction des objectifs atteints. Pendant l'exercice biennal 1996-1997, 5,1 millions de dollars ont été alloués à Djibouti, au Liban, à la Somalie, au Soudan et au Yémen : 1 million à la Somalie et au Yémen pour l'élaboration de stratégies globales, et le reste du montant à Djibouti, au Liban, à la Somalie et au Soudan pour le relèvement après les conflits, l'assistance aux personnes déplacées dans leur propre pays et le développement régional.

41. La Somalie et le Soudan accueillent actuellement sur leur territoire les deux programmes locaux de la région qui donnent les meilleurs résultats. Au Soudan, les projets de développement régional, lancés en 1988, représentent un mode de développement rural novateur et une solution de rechange à l'approche descendante classique. Fruit de la collaboration entre le Gouvernement et le PNUD, le projet de développement régional place la collectivité au coeur des activités entreprises au titre des projets en faisant jouer aux villageois un rôle central dans la prise de décisions. Après le succès du projet de développement régional implanté dans le nord du Soudan, un document a été établi pour promouvoir ce modèle lors du Sommet mondial pour le développement social. La formule des projets de développement régional a également été adaptée aux besoins des collectivités dans les zones qui souffrent des conséquences de la guerre civile, mais qui sont suffisamment sûres pour y mener des activités de relèvement. Le dialogue a été engagé entre le Siège et l'Administrateur de programme au Soudan pour faire fond sur l'expérience acquise dans le cadre des projets de développement régional. Concrètement, les intéressés étudient comment ils pourraient présenter les enseignements tirés de l'étude d'impact de 1996 relative aux projets de développement régional sous forme de directives destinées à un plus large public. Cette étude met notamment en évidence les efforts déployés en matière de promotion de la femme et de création de modes de subsistance viables.

42. Les 20 millions de dollars alloués au Programme de relèvement des zones rurales en Somalie permettent de financer des activités de relèvement économique et social dans les parties de la Somalie où la situation est relativement stable et où il n'y a plus de conflit. En l'absence de structures administratives nationales, le programme fait participer les collectivités à l'évaluation, à la planification et à l'exécution de projets de relèvement très divers. Grâce au programme, il a été possible de financer des centaines d'initiatives locales viables qui améliorent l'accès aux services sociaux de base, accroissent le potentiel de production des communautés rurales et créent des activités génératrices de revenu viables pour ces communautés. Les ressources du programme sont allouées en priorité aux projets qui ont une incidence positive sur la situation économique et sociale des femmes, qui favorisent le retour des réfugiés et des personnes déplacées, et qui facilitent la réinsertion des soldats démobilisés dans la vie économique et sociale.

43. Les bureaux extérieurs du PNUD ont coopéré avec le Département des affaires humanitaires de l'ONU afin de formuler des appels pour l'Iraq, le Liban, la

Somalie et le Soudan. La coopération avec le Département des affaires humanitaires a été particulièrement manifeste dans le cadre de l'opération Survie au Soudan. En 1996, ce programme humanitaire a permis de collecter plus de 30 millions de dollars provenant de sources externes. Une étude de gestion effectuée en 1996 a rassemblé des représentants du Gouvernement, des factions rebelles, des donateurs externes et du système des Nations Unies, qui ont étudié l'avenir du programme. Les participants se sont accordés sur un point important, à savoir que, sans une politique de développement à long terme, les activités humanitaires et de secours ne régleraient pas les problèmes du pays.

44. En 1996, les bureaux extérieurs situés en Iraq et au Liban ont participé activement au lancement d'appels puis à l'élaboration de plans d'action conçus pour redresser les deux pays au lendemain des crises qu'ils ont connues. En mai, le Gouvernement iraquien et l'ONU ont signé un mémorandum d'accord concernant la mise en oeuvre effective de la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité. La réparation des centrales électriques et des sous-stations de transport d'énergie électrique a été retenue comme l'un des projets sur lesquels l'aide humanitaire devait porter d'urgence. Le PNUD et le Département des services d'appui et de gestion pour le développement seront chargés de faire appliquer les dispositions relatives à l'électricité. D'après le mémorandum d'accord, le PNUD et le Département des services d'appui et de gestion pour le développement ont deux tâches à remplir : veiller à ce que l'équipement et les pièces de rechange destinés à l'Iraq arrivent à leur destination finale et soient distribués équitablement dans l'ensemble du pays, et acheter, livrer et installer l'équipement et les pièces de rechange qui doivent être acheminés vers le nord du pays.

45. Le Programme de relèvement socio-économique du Sud-Liban fera fond sur l'expérience acquise dans le cadre du Programme de développement rural intégré de Baalbeck-Hermel et du projet de réhabilitation socio-économique des personnes déplacées. La mise en oeuvre de ce programme s'accompagnera de consultations avec la société civile, de la fourniture d'une assistance par l'intermédiaire des ONG et de la gestion de mécanismes de crédit.

#### VII. ÉTABLISSEMENT D'UNE ORGANISATION ÉDUCATIVE PLUS COMPACTE ET PLUS RESPONSABLE

46. Le BREA gère ses bureaux et programmes avec l'aide de 100 fonctionnaires locaux et internationaux de la catégorie des administrateurs. Quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux sont sur le terrain, et 80 % des fonctionnaires internationaux sont en poste dans les bureaux extérieurs. Ces effectifs et ces rapports ont été consignés dans le budget 1996-1997, dans lequel on a supprimé 11 postes de fonctionnaires internationaux de la catégorie des administrateurs au BREA.

47. Compte tenu de la réduction de ses effectifs, le Bureau a souligné qu'il était nécessaire d'améliorer les compétences de ses administrateurs, d'où le rang de priorité élevé qu'occupait la formation en 1996. Afin de pallier la pénurie de ressources consacrées à la formation, des réunions régionales et sous-régionales ont été organisées pour permettre au personnel d'en savoir plus sur les idées et les compétences nouvelles. Quelque 60 administrateurs occupant des postes de représentant résident, de représentant résident adjoint et

/...

d'administrateur recruté localement ont été formés à la communication, à la mobilisation des ressources et à la protection de l'environnement. Les représentants résidents adjoints se sont rencontrés lors d'une réunion dont le temps fort a été l'établissement de projets de plans de mobilisation des ressources. Plusieurs bureaux extérieurs ont organisé des ateliers en s'inspirant du programme de formation au développement humain durable.

48. L'examen et l'évaluation officielle des programmes et projets nationaux et régionaux ont fait l'objet d'une attention particulière. Outre les évaluations effectuées dans le cadre des projets de pays, le Bureau a procédé à une évaluation thématique de tous les projets de pays relatifs à la conduite des affaires publiques, ainsi qu'à une évaluation globale de ses projets agricoles régionaux. Il a également défini un ensemble de critères pour recenser les éléments de programme et de projet qui sont indispensables à la viabilité des activités régionales. Certains projets régionaux ont ainsi été réexaminés, et d'importantes conclusions ont été incorporées dans le nouveau programme régional du BREA.

49. On trouvera ci-après quelques-unes des principales recommandations qui ont été incorporées à la suite de l'évaluation : regrouper les établissements régionaux existants en réseau plutôt que de créer de nouveaux organismes; établir des comités directeurs comprenant des centres de liaison chargés de gérer les projets; et organiser à nouveau des réunions intergouvernementales, cadre le plus approprié à l'approbation des importantes initiatives régionales.

50. La publication par le BREA d'un document d'information trimestriel était une autre mesure importante. S'il est vrai que, au départ, ce document devait servir de base au rapport de l'Administrateur, il contribue aujourd'hui à la concertation aussi bien entre les bureaux extérieurs qu'entre ces bureaux et le siège.

-----